

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AU PORTUGAL

Un pays de gauche(s)

Nuno Lucas da Costa

Sans majorité absolue, le premier ministre socialiste sortant, António Costa, a confortablement remporté les dernières élections législatives. Un scrutin marqué par une nouvelle diversité parlementaire et une abstention record.

Avec 36,6 % des suffrages et 106 députés (sur un total de 230), les socialistes ne sont qu'à dix sièges de la majorité absolue. L'abstention se chiffre quant à elle à 45,5 %, en partie à cause du départ à l'étranger d'un nombre non négligeable d'électeurs ces dernières années : plus de 800.000 entre 2011 et 2018, selon l'Institut national de statistique du Portugal.

Il y a quatre ans, dans le même contexte électoral, on prévoyait des élections anticipées quelques jours après les résultats. Pour le contexte : en 2015, contre tous les pronostics, le Parti socialiste d'António Costa, arrivé deuxième derrière la droite aux élections, passe des accords programmatiques avec le Parti communiste et le Bloc de gauche (équivalent de Déi Lénk). En échange, les députés de ces formations soutiennent le gouvernement de Costa sans y participer. Le

vice-premier ministre du gouvernement conservateur, Paulo Portas, dénonce alors une « geringonça », sorte de gadget mal fabriqué destiné à se dissoudre dès les premiers désaccords. Malgré tout et contre toute attente, des consensus et convergences ont été trouvés entre les trois partis, tout en respectant l'identité politique de chacun.

Après une banqueroute imminente en 2010, cette formule a permis au Portugal de renouer avec la croissance économique sans laisser déraiser les comptes publics, respectant ainsi les diktats de Bruxelles. La « geringonça » a permis aussi de relancer la politique sociale, notamment la hausse du salaire minimum et des retraites. Et, cerise sur le gâteau, pour la première fois de l'histoire du Portugal postdictatorial, le pays présente cette année un budget excédentaire. Il est clair que le talentueux ministre des Finances Mário Centeno (président de l'Eurogroupe) a eu recours à des manœuvres budgétaires plus ou moins ingénieuses pour arriver à ce résultat. Certains secteurs publics, comme l'éducation, les transports ou la santé l'ont ressenti. Le spectaculaire essor du tourisme

et une conjoncture internationale favorable y ont également contribué. Mais les résultats sont indéniables et reconnus par les confrères européens de Centeno. Le mastodonte des politiques austéritaires Wolfgang Schäuble l'a d'ailleurs surnommé le « Ronaldo des finances ».

Miracle portugais ?

On parle ainsi de miracle portugais. La hausse des revenus a incité à la consommation et le « made in Portugal » est devenu une marque attractive pour les étrangers. Beaucoup ont même qualifié le Portugal de nouvelle « start-up nation », après l'organisation des dernières éditions du Web Summit à Lisbonne.

Néanmoins, ce miracle doit être quelque peu nuancé. Malgré un chômage au plus bas (6,2 % contre 17,8 % en 2013), les emplois créés restent en majorité mal payés et précaires. Certains secteurs peinent à recruter de la main-d'œuvre qualifiée, à cause de l'exode de la matière grise nationale pendant les années d'austérité. Pour combler ce déficit et inciter les expatriés portugais au retour, le premier ministre sortant a lancé le pro-

gramme Regressar (« rentrer »). Ce programme cible surtout les 485.000 jeunes qui ont quitté le pays lors des douloureuses années d'austérité, entre 2011 et 2014. Au cas par cas, ceux qui reviennent pourront bénéficier d'avantages fiscaux et même recevoir des sommes versées par l'État, pouvant atteindre 6.530 euros. Ces mesures n'ont toutefois pas obtenu les résultats escomptés. Beaucoup de jeunes qualifiés ont pu finalement s'épanouir professionnellement à l'étranger, et un retour dans l'immédiat n'est aucunement envisageable. D'autres craignent un nouveau retour aux années difficiles. Ils n'oublient pas que depuis la chute de la dictature en 1974, le FMI en est à sa troisième intervention (1977, 1981 et 2013). Par contre, ce même programme provoque en ce moment un retour considérable de Portugais retraités vivant en Suisse. Avec de modestes retraites, ceux-ci peinent à faire face au coût élevé de la vie dans la confédération.

Il y a quatre ans, le Parti des personnes, des animaux et de la nature (PAN) faisait élire son premier député (1,4 %). Depuis le 6 octobre dernier (3,3 %), ce jeune mouvement écologiste « ni de gauche ni de droite »

PHOTOS : EPA



compte désormais quatre parlementaires (un homme et trois femmes). En même temps, trois nouveaux partis ont eux aussi fêté leur premier député. L'arène parlementaire portugaise affiche désormais dans ses rangs une formation politique aux doctrines libérales (Iniciativa Liberal, 1,3 %) prête à faire « une véritable opposition au socialisme », une autre de gauche proeuropéenne aux contours antiracistes, féministes et écologistes (LIVRE, 1,1 %) et finalement un parti d'extrême droite (Chega !, traduisible par « ça suffit ! », 1,3 %).

L'extrême droite arrive

Avec une représentation au Parlement, la visibilité de ce dernier va indéniablement s'accroître. Chega ! a désormais accès aux médias, même si son député au discours populiste et xénophobe l'avait déjà en tant que commentateur dans une émission de football. Il défend, entre autres, un référendum sur l'actuelle Constitution, un régime présidentiel et un renforcement des frontières territoriales. À contre-courant, António Costa est l'un des rares chefs de gouvernement en Europe à affirmer que son pays a be-

soin de plus d'immigrants. On peut craindre qu'une certaine stratégie de victimisation du député nationaliste ne joue en sa faveur. Le parti Chega ! est même parvenu, tel un Rassemblement national en France, à capter entre autres un électorat habituellement communiste.

À noter que dans cette vague plurielle, le nouveau Parlement compte aussi désormais trois députés de couleur noire. Le premier ministre réélu est lui-même d'origine indienne. Une chose est certaine : depuis la multiplication par quatre du nombre de députés animalistes PAN, les petits partis bénéficient désormais d'un terrain fertile pour croître électoralement, indépendamment de leur idéologie. Ces partis sont le reflet d'une société en mutation qui peine de plus en plus à s'identifier avec les partis traditionnels. Il convient souligner que plus de 200.000 votes nuls et blancs (4,2 %) ont été comptabilisés lors de ces élections, sans compter l'énorme taux d'abstention déjà évoqué (45,5 %).

Dans les quatre prochaines années, la paix sociale issue de la « geringonça » ne sera sûrement plus la même, bien que le peuple portugais soit plutôt réputé pour sa modération.

Le Portugal devra affronter le ralentissement prévu de l'économie mondiale. Les communistes étant très attachés aux organisations syndicales, leur inhabituelle retenue des quatre dernières années ne se répètera pas. D'ailleurs, le Parti communiste portugais (6,5 % et 12 députés contre 8,3 % et 17 députés en 2015) a perdu un nombre considérable d'électeurs (et de députés), qui ne lui ont pas pardonné l'accord signé avec le Parti socialiste en 2015. En 44 ans de démocratie, le PC portugais n'avait jamais soutenu un exécutif socialiste. Lors de la nuit électorale, António Costa, qui espérait obtenir la majorité absolue, a lancé sur un ton fair-play au vu des résultats : « Les Portugais ont aimé la 'geringonça'. » Costa espérait pouvoir répéter la même formule de gouvernance que pendant la législature précédente. Le PC s'est immédiatement empressé de garantir qu'il ne signerait rien pour cette législature.

Exit geringonça

Le Bloc de gauche (9,7 % et 19 députés contre 10,2 % et le même nombre de députés en 2015), s'est montré lui disponible pour une so-

lution basée sur un programme commun. Les négociations étaient vouées à l'échec à cause de l'incompatibilité des propositions des deux parties. Le principal point de désaccord tournait surtout autour de la révision la loi sur le travail défendue par les partisans de la gauche.

La « geringonça » touche ainsi à sa fin à l'amiable. Le Parti socialiste a décidé d'avancer avec un gouvernement minoritaire, prônant pour les quatre prochaines années des négociations au cas par cas. Le président de la République Marcelo Rebelo de Sousa prédit lui que le gouvernement d'António Costa devra assurer une gestion semaine après semaine. Le Parti social-démocrate (PSD), grand parti de centre droit (27,9 % et 77 députés contre 31 % et 84 députés en 2015) et les démocrates-chrétiens (4,3 % et 5 députés contre 7,5 % et 20 députés en 2015) ne parvenant pas à former une majorité, le Portugal sera ainsi confronté à une géométrie variable de négociations parlementaires - situées en principe à gauche.